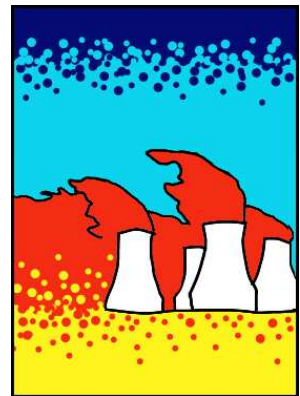


Deuxième partie

Faire la différence



29 *Qu'est-ce qu'on fait maintenant ?*

Si nous n'agissons pas maintenant — pas dans un futur proche, mais maintenant — ces conséquences si désastreuses seront alors irréversibles. Il n'y a donc rien qui soit plus sérieux, plus urgent ou qui exige plus que l'on montre l'exemple.

Tony Blair, 30 octobre 2006

assez malaisé en pratique. . .

Tony Blair, deux mois plus tard, répondant à la suggestion qui venait de lui être faite de *montrer lui-même l'exemple* en ne prenant pas l'avion pour partir en vacances à la Barbade.

Ce que nous devrions faire dépend en partie de la nature de nos motivations. Rappelez-vous qu'en page 5, nous avons détaillé trois raisons pour abandonner les combustibles fossiles : la fin des combustibles fossiles bon marché ; la sécurité de l'approvisionnement ; et le changement climatique. Supposons tout d'abord que le changement climatique nous pousse à agir — et que nous voulons réduire les émissions de carbone de manière drastique. (Quiconque ne croit pas au changement climatique peut sauter cette partie et nous rejoindre en page 266.)

Que faire contre la pollution au carbone ?

Nous ne sommes pas sur le chemin d'un futur sans carbone. L'investissement à long terme ne vient pas. Les sociétés de séquestration de carbone ne prospèrent pas, même si, de l'opinion des experts du climat tout comme celui des économistes, aspirer du carbone de l'air sera très probablement nécessaire pour éviter un changement climatique dangereux. Le carbone n'est même pas capturé dans une seule centrale à charbon (à part dans un tout petit prototype en Allemagne).

Pourquoi donc ?

Le principal problème est le prix de la pollution au carbone, qui n'est pas fixé correctement. Et rien ne suggère qu'il sera fixé correctement dans un avenir proche. Quand je dis « correctement », je veux dire que le prix de l'émission de dioxyde de carbone devrait être assez élevé pour que toutes les centrales à charbon en activité incluent un dispositif de capture et de séquestration du carbone.

Résoudre le problème du changement climatique est un sujet complexe, mais, esquissée d'un simple trait de plume, voici la solution : le prix du dioxyde de carbone devrait être suffisamment élevé pour que les gens *cessent de brûler du charbon sans système de capture*. L'essentiel de la solution se trouve dans ce trait de plume parce que, à long terme, le charbon sera le principal combustible fossile. (Essayer de réduire les émissions provenant

du gaz et du pétrole est d'une importance secondaire, parce que les réserves exploitables de pétrole comme de gaz devraient décliner fortement durant les 50 prochaines années.)

Que doivent donc faire les dirigeants politiques ? Ils doivent s'assurer que toutes les centrales à charbon disposent d'un dispositif de capture du carbone. La première étape pour aller dans cette direction, c'est, pour les gouvernements, de financer un projet de démonstration à grande échelle pour sélectionner la meilleure technologie de capture et de séquestration du carbone ; ensuite, c'est que les politiciens modifient les réglementations à long terme qui régissent les centrales électriques, afin que la technologie optimisée soit adoptée partout. Je fais une proposition toute simple : promulguer une loi qui dit que — à partir d'une date donnée — *toutes les centrales à charbon doivent utiliser la capture du carbone*. Cependant, la plupart des élus des pays démocratiques semblent croire que la meilleure manière de fermer une porte, c'est de créer un marché de permis-à-laisser-la-porte-ouverte. Donc, si l'on se conforme au dogme selon lequel la solution au changement climatique reposera sur la loi du marché, quelle solution basée sur les marchés nous permettra-t-elle d'atteindre notre objectif de base — à savoir, la capture du carbone dans toutes les centrales à charbon ? Eh bien, on peut s'amuser à coincer la bulle de carbone — en échangeant des permis d'émissions de carbone et des certificats de capture de carbone, un certificat de capture d'une tonne de carbone étant convertible en permis d'émissions d'une tonne de carbone. Mais les propriétaires de centrales à charbon n'investiront dans la capture et la séquestration de carbone qu'à condition d'être convaincus que le prix du carbone sera assez élevé pendant suffisamment de temps pour que les installations de capture de carbone puissent être rentabilisées. Les experts indiquent qu'un prix du carbone, garanti à long terme, de l'ordre de 100 dollars par tonne de CO₂ devrait faire l'affaire.

Il faudrait donc que les dirigeants politiques s'accordent sur des réductions à long terme des émissions de CO₂ qui soient suffisamment fortes, pour que les investisseurs aient la conviction que le prix du carbone augmentera de manière permanente jusqu'à atteindre au moins 100 dollars par tonne de CO₂. Autre possibilité : ils pourraient délivrer des permis de pollution de carbone vendus aux enchères avec un prix minimum fixé à l'avance. Une autre possibilité encore serait que les gouvernements offrent leur garantie aux investissements dans la capture du carbone, en s'engageant à racheter tous les certificats de capture du carbone à un prix de 100 dollars par tonne de CO₂, quoi qu'il arrive sur le marché des permis d'émissions de carbone.

Mais je continue de me demander si le plus sage ne serait pas encore de fermer immédiatement la porte, plutôt que de tripatouiller un marché international qui n'a que l'intention d'encourager les gens à fermer la porte.

La politique énergétique de Grande-Bretagne n'est tout simplement pas à la hauteur. Elle n'apportera pas la sécurité. Elle ne permettra

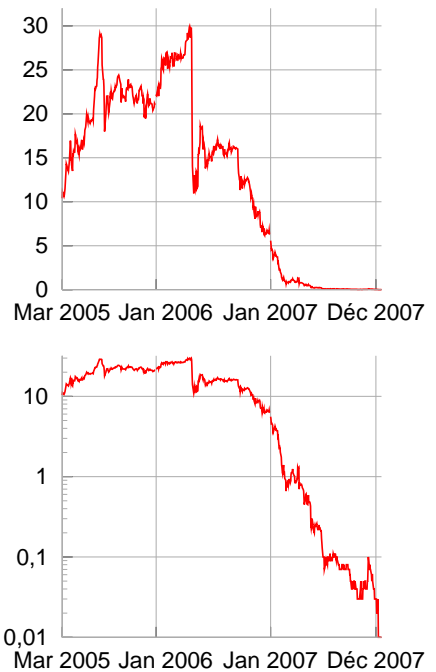


FIGURE 29.1. Nous voilà bien avancés ! Le prix, en euros, d'une tonne de CO₂ durant la première période du plan européen de quotas d'émissions. Ces deux graphiques montrent exactement la même information : en haut avec une échelle linéaire ; en bas avec une échelle logarithmique. Source : www.eex.com.

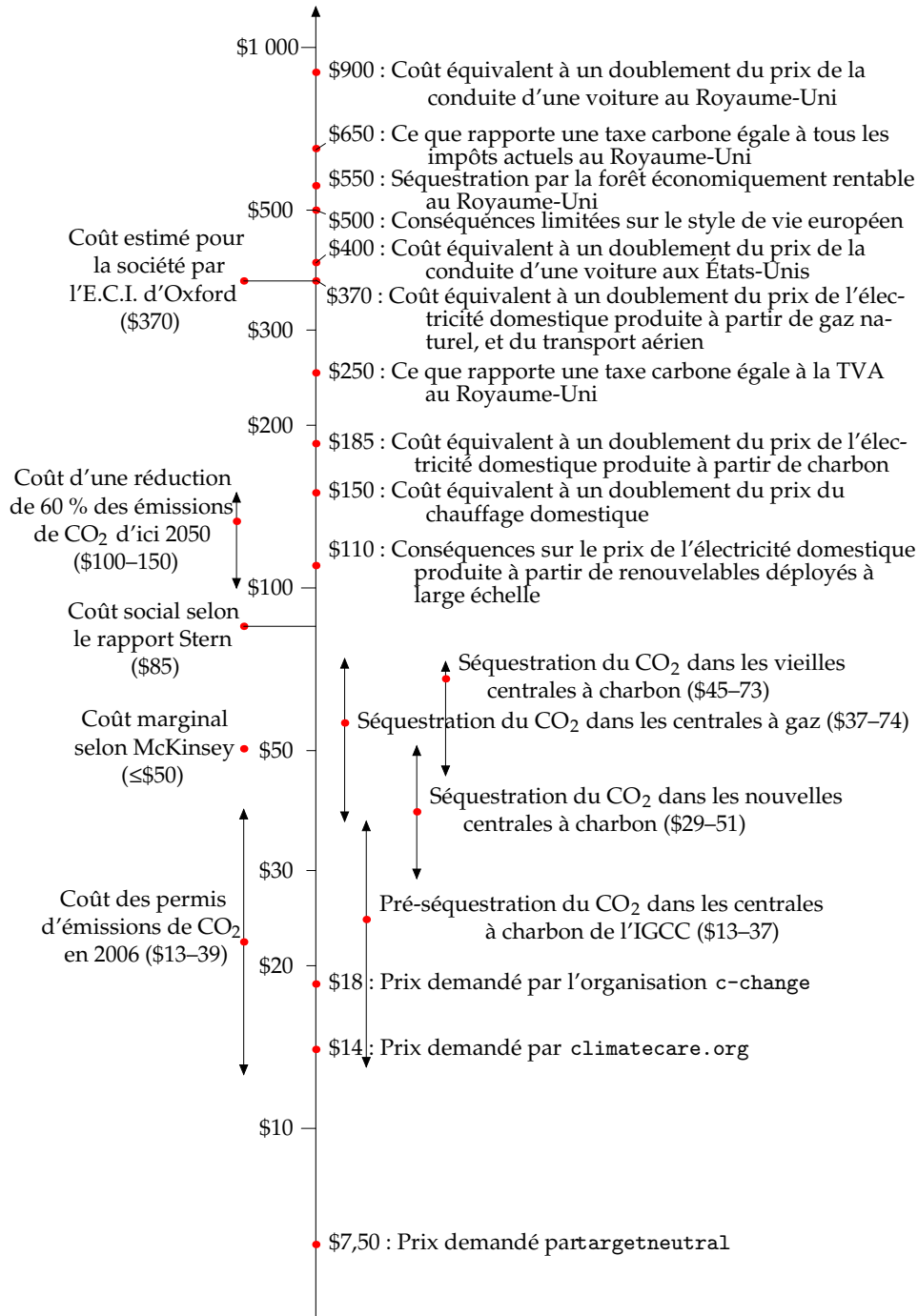


FIGURE 29.2. Quel prix de CO₂ pousserait la société à réduire notablement sa pollution en CO₂ ? Le diagramme montre des coûts de CO₂ qui rendent économiquement rentables certains investissements, ou qui ont un effet notable sur certains comportements. On considère que le coût du carbone a un effet notable sur le comportement des acteurs économiques pour une activité particulière (prendre l'avion, conduire une voiture, ...) lorsqu'il double le coût de l'activité.

\$20 à \$70 la tonne de CO₂ est assez cher pour rendre économiquement rentable l'installation de dispositifs de capture du carbone sur les centrales à charbon existantes et nouvelles. Un prix de \$110 la tonne ferait passer des projets de génération d'électricité renouvelable à grande échelle qui, aujourd'hui, coûtent 0,04 €/kWh de plus que le gaz, de l'état de chimères à l'état d'entreprises financièrement viables. Par exemple, le barrage sur la Severn (en projet) pourrait produire de l'énergie à un coût de 0,068 €/kWh, ce qui est 0,037 € au dessus du prix typique de revente de l'électricité en Grande-Bretagne (0,031 €/kWh). Si chaque MWh qu'il générerait évitait d'émettre 1 tonne de CO₂ valorisée à 70 euros, le barrage serait plus que rentabilisé.

A \$150 la tonne, les particuliers verraient le coût du carbone sur leur facture de chauffage au gaz. \$250 la tonne augmenterait le coût réel d'un baril de pétrole de \$100. A \$370 la tonne, la pollution au carbone coûterait suffisamment cher pour réduire significativement l'attraction des gens pour l'avion. A \$500 la tonne, les Européens moyens qui ont gardé leur style de vie pourraient dépenser 12 % de leurs revenus dans les coûts du carbone émis pour conduire, prendre l'avion et chauffer leur logement avec du gaz. Et à \$900/t, le coût du carbone deviendrait notable au moment de prendre le volant.

*pas de répondre à nos engagements sur le changement climatique.
Elle ne répond pas aux besoins des pays les plus pauvres du monde.*

Lord Patten of Barnes, Président du groupe de travail de
l'université d'Oxford
sur l'énergie et le changement climatique, 4 juin 2007.

Que faire pour notre approvisionnement en énergie ?

Élargissons à présent le socle de nos motivations, et considérons que nous voulons abandonner les combustibles fossiles pour assurer la sécurité de notre approvisionnement énergétique.

Que devrions-nous faire pour amorcer le développement d'un approvisionnement en énergie non fossile et de mesures d'efficacité énergétique ? On peut avoir l'attitude suivante : « Laissez faire le marché. Au fur et à mesure que les combustibles fossiles se renchériront, les renouvelables et le nucléaire deviendront comparativement plus rentables, et le consommateur rationnel préférera les technologies efficaces ». Je trouve étrange que l'on puisse avoir une telle foi dans les marchés, vue la fréquence avec laquelle les marchés nous alimentent en krachs et en faillites, en contractions du crédit et en effondrements de banques. Les marchés sont peut-être de bons guides pour les décisions à court terme — sur les investissements qui se révéleront payants dans les dix ans qui viennent — mais peut-on espérer de bonnes décisions des marchés au sujet de l'énergie, des décisions dont les conséquences se feront sentir pendant de nombreuses décennies, voire des siècles ?

Si on laisse le libre marché construire des maisons, on finit par avoir des maisons mal isolées. Les maisons modernes ne sont efficaces en énergie que parce qu'il y a une législation qui les y oblige.

Le libre marché n'a pas la responsabilité de construire des routes, des voies de chemin de fer, des lignes de bus en site propre, des parkings ou des pistes cyclables. Mais la construction de routes et la mise à disposition de parkings ou de pistes cyclables ont des conséquences notables sur les choix de transport des gens. De la même manière, les lois d'aménagement du territoire, qui fixent *où* et *avec quelle densité* des habitations et des zones d'activité peuvent être construites, ont une influence énorme sur les futurs choix de déplacements de la population. Si une ville nouvelle est créée sans aucune gare de chemin de fer, il est peu probable que les habitants de cette ville choisissent le train pour leurs longs trajets. Si les zones d'habitation et les zones d'activité économique sont éloignées de plus que quelques kilomètres, de nombreuses personnes auront le sentiment qu'elles n'ont pas d'autre choix que de prendre le volant pour aller travailler.

L'une des plus grosses pompes à énergie, c'est la fabrication de tous nos trucs. Dans un marché libre, de nombreux fabricants nous proposent des trucs dont l'obsolescence est planifiée, des trucs qui doivent être jetés et remplacés, permettant à ces fabricants de faire de juteuses affaires.

Donc, même si les marchés peuvent avoir un rôle à jouer, dire « les marchés vont *tout* régler » est stupide. Indéniablement, nous devons parler de lois, de réglementations et d'impôts.

Verdir notre système fiscal

Il faut une profonde révision [des prélèvements obligatoires]. L'objectif est de taxer plus les pollutions, notamment les énergies fossiles, et de taxer moins le travail.

Nicolas Sarkozy, Président de la République Française

Pour l'instant, si mon micro-ondes, mon lecteur DVD ou mon aspirateur fonctionnent mal, il est beaucoup moins cher d'en acheter de nouveaux que de faire réparer les anciens. C'est dingue.

Cette folie est en partie due à notre système d'imposition, qui taxe le travail du réparateur de micro-ondes, et noie son activité de paperasse chronophage. Il fait un boulot *utile*, en réparant mon micro-ondes ! Et pourtant, le système d'imposition lui rend la tâche difficile.

L'idée de « verdir le système fiscal », c'est de transférer les taxes qui portent sur ce qui est « utile », comme le travail, sur ce qui est « nuisible », comme les dommages à l'environnement. Les partisans d'une réforme fiscale favorable à l'environnement suggèrent d'équilibrer les baisses d'impôts sur ce qui est « utile » par des augmentations d'impôts équivalentes sur ce qui est « nuisible », de sorte que ces réformes fiscales soient neutres du point de vue des prélèvements réalisés.

La taxe carbone

La plus importante des taxes qu'il faudrait augmenter, si l'on veut promouvoir les technologies sans combustible fossile, c'est une taxe sur le carbone. Le prix du carbone doit être assez élevé pour promouvoir les investissements dans les alternatives aux combustibles fossiles et les mesures d'efficacité énergétique. Notez bien qu'il s'agit exactement de la même politique que celle qui était suggérée dans la section précédente. Donc, que notre motivation soit de régler le problème du changement climatique ou de sécuriser notre approvisionnement énergétique, la politique qui en résulte est la même : il nous faut un prix du carbone stable et élevé. La figure 29.2 indique de manière très grossière les prix du carbone requis pour entraîner différents changements de comportement et investissements ; ainsi que les prix, beaucoup plus bas, demandés par certaines organisations qui prétendent « compenser » les émissions de gaz à effet de serre. Quelle est la meilleure manière d'obtenir un prix du carbone élevé ? Le système communautaire d'échange de quotas d'émissions adopté par l'Europe (figure 29.1) est-il la voie à suivre ? La question est entre les mains des économistes et des experts des politiques internationales. L'avis des économistes Michael Grubb et David Newbery, de Cambridge, est que le

plan européen de permis d'émissions échangeables n'est pas à la hauteur de l'enjeu — « les instruments actuels ne permettront pas de fournir une réponse appropriée en termes d'investissements. »

The Economist recommande une taxe carbone comme mécanisme principal de soutien public aux sources d'énergie propres. Le *Quality of Life Policy Group* du parti conservateur recommande lui aussi des taxes environnementales plus importantes et la réduction d'autres taxes — « une transition de *qui gagne paie* vers *qui brûle paie*. » La commission royale sur la pollution environnementale dit également que le Royaume-Uni devrait introduire une taxe carbone. « Elle devrait s'appliquer en amont et couvrir tous les secteurs. »

Il y a donc un soutien très net en faveur d'une taxe carbone importante, accompagnée de baisses des taxes sur le travail, sur les entreprises, et sur la valeur ajoutée. Mais les taxes et les marchés, seuls, ne suffiront pas à provoquer toutes les actions nécessaires. L'approche taxes-et-marchés ne fonctionne pas si les consommateurs font de temps en temps des choix irrationnels, s'ils accordent plus de valeur à de l'argent à court terme plutôt qu'à des économies à long terme, ou si la personne qui décide des achats ne paie pas tous les coûts relatifs à ses choix.

De nombreuses marques sont, en effet, « *d'une cherté rassurante* ». Le choix du consommateur n'est pas seulement déterminé par le signal-prix. De nombreux consommateurs attachent plus d'importance à l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes, et certains achètent délibérément plus cher.

Une fois qu'on a acheté quelque chose d'inefficace, il est trop tard. Il est essentiel que ce qui est inefficace ne soit même pas fabriqué ; ou bien que le consommateur, au moment d'acheter, se sente poussé à ne pas acheter quelque chose d'inefficace.

Voici quelques exemples supplémentaires d'échecs du libre marché.

Les barrières à l'entrée

Imaginez une taxe carbone assez élevée pour qu'un nouveau bidule super-sensass pauvre en carbone, l'Eco-bidule, coûte 5 % moins cher que son concurrent de longue date riche en carbone, le Dino-bidule, à condition d'être fabriqué dans les mêmes quantités. Grâce à d'astucieuses technologies, les émissions de carbone de l'Eco-bidule sont de 90 % inférieures — fantastique ! — à celles du Dino-bidule. Il serait clairement préférable pour la société que tout le monde se mette tout de suite à acheter des Eco-bidules. Mais pour le moment, les ventes du nouvel Eco-bidule se traînent, ce qui fait que ses coûts de production à l'unité sont plus élevés que ceux du Dino-bidule. Il n'y aura que quelques amoureux des arbres et autres blouses blanches pour acheter un Eco-bidule, et Eco-Bidules S.A. fera faillite.

Il est possible qu'une intervention du gouvernement soit nécessaire pour mettre de l'huile dans les rouages de la transition, et pour donner

sa chance à l'innovation. Soutenir la recherche et développement ? Une incitation fiscale pour avantager le nouveau produit (un peu comme les incitations fiscales qui ont facilité le passage de l'essence plombée à l'essence sans plomb) ?

Le problème des petites différences de coût

Imaginez qu'Eco-Bidules S.A. fabrique tout de A à Z et que les taxes carbone soient suffisamment élevées pour qu'un Eco-bidule coûte effectivement 5 % moins cher que son concurrent de longue date et riche en carbone de chez Dino-Machines et Cie. Cette fois, les taxes carbone vont faire leur office, et tous les consommateurs vont acheter le bidule pauvre en carbone, non ? Que nenni ! Tout d'abord, beaucoup de consommateurs ne font pas vraiment attention à une différence de prix de 5 %. L'image, ça fait tout. Ensuite, dès qu'elle va se sentir menacée par l'Eco-bidule, Dino-Machines et Cie va relancer son Dino-bidule, en insistant sur le fait qu'il est plus patriotique, qu'il est désormais disponible en vert, et en montrant des gens cool qui restent fidèles au Dino-bidule. « Les vrais hommes achètent des Dino-bidules. » Si ça ne suffit pas, Dino-Machines fera publier des communiqués de presse dans lesquelles on lit que les scientifiques n'ont pas encore écarté la possibilité que l'utilisation pendant de longues périodes d'un Eco-bidule puisse provoquer des cancers, mettant en avant le cas d'une vieille dame qui s'est cassé le col du fémur en trébuchant sur un Eco-bidule ou suggérant que l'Eco-bidule pourrait être nuisible aux pipistrelles pygmées. Peur. Incertitudes. Doute. Et comme plan de secours, Dino-Machines peut toujours racheter la société Eco-Bidules. Le produit qui gagne n'aura rien à voir avec les économies d'énergie, si l'incitation économique auprès du consommateur n'est que de 5 %.

Comment résoudre ce problème ? Peut-être le gouvernement devrait-il simplement interdire la vente du Dino-bidule (exactement comme il a interdit les ventes des voitures consommant de l'essence plombée) ?

Le problème de Charles et Josy

Imaginez que Charles le propriétaire loue un appartement à Josy la locataire. Charles est responsable de l'entretien de l'appartement et fournit les appareils ménagers. Josy, de son côté, paie tous les mois les factures de chauffage et d'électricité. Voici le problème : Charles n'est aucunement incité à investir pour faire des travaux dans l'appartement qui permettraient de réduire les factures de Josy. Il pourrait installer des ampoules électriques plus efficaces, un réfrigérateur plus économe ; le prix à l'achat plus élevé de ces appareils plus respectueux de l'environnement serait facilement compensé par leur consommation moindre sur leur durée de vie. Mais c'est Josy qui en bénéficierait, pas Charles. De la même manière, Charles est peu incité à améliorer l'isolation de l'appartement ou à instal-

ler du double-vitrage, en particulier s'il tient compte du risque que Manu, le copain de Josy, pourrait casser une fenêtre un soir où il a trop bu. En principe, dans un marché parfait, Charles et Josy prendraient les « bonnes » décisions : Charles installerait tous les éléments pour économiser l'énergie, et il ferait payer à Josy un loyer mensuel un petit peu plus élevé ; Josy reconnaîtrait que vivre dans un appartement moderne et bien aménagé coûte nettement moins cher, et elle accepterait volontiers de payer un loyer plus élevé ; Charles demanderait une caution plus élevée pour couvrir le risque de casse des nouvelles fenêtres qui lui ont coûté plus cher ; et Josy répondrait de manière rationnelle en virant Manu. Cependant, je ne suis pas sûr que Charles et Josy puissent jamais aboutir à un marché parfait. Josy ne roule pas sur l'or ; elle a du mal à payer une caution élevée. Charles, lui, souhaite ardemment louer son appartement, donc Josy ne lui fait pas confiance lorsqu'il lui promet des factures énergétiques réduites — elle le soupçonne d'exagérer.

Il faut donc une intervention extérieure sous une forme ou une autre pour que Charles et Josy fassent les bons choix — par exemple, le gouvernement pourrait légiférer et imposer une lourde taxe sur les appareils ménagers inefficaces ; il pourrait interdire de vente les réfrigérateurs qui ne respectent pas les standards d'efficacité énergétique ; il pourrait imposer que tous les appartements respectent des normes très strictes d'isolation thermique ; ou il pourrait introduire un système d'évaluation indépendante et obligatoire des appartements, de sorte que Josy puisse consulter un diagnostic énergétique fiable de l'appartement avant de le louer.

Investir dans la recherche et le développement

Nous déplorons les montants extrêmement faibles que le gouvernement a consacré à la recherche et développement sur les énergies renouvelables (15 millions d'euros en 2002–2003) [...] Si l'on veut exploiter les ressources autres que l'éolien au Royaume-Uni, il va falloir changer cela. Nous ne pouvons pas écarter la conclusion selon laquelle le gouvernement ne prend pas les problèmes énergétiques suffisamment au sérieux.

Comité sur les Sciences et la Technologie de la Chambre des Lords

L'absence de compréhension scientifique mène souvent à des prises de décision superficielles. Le livre blanc sur l'énergie de 2003 en a été un bon exemple. En public, je n'irais pas le qualifier de travail d'amateur, mais il ne s'est pas saisi du problème de manière réaliste.

Sir David King, ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique

En participant au bureau consultatif sur les énergies renouvelables créé par le gouvernement [...] j'ai eu l'impression de regarder plu-

sieurs dizaines d'épisodes de Oui, Monsieur le Ministre au ralenti. Je ne crois pas que ce gouvernement ait jamais pris les énergies renouvelables au sérieux.

Jeremy Leggett, fondateur de Solarcentury

Action simple	Économie possible
Mettez un pull et baissez le thermostat de votre chauffage (disons jusqu'à 15 ou 17 °C). Installez des thermostats individuels sur tous les radiateurs. Assurez-vous que le chauffage est arrêté quand personne n'est à la maison. Faites la même chose au travail.	20 kWh/j
Regardez vos compteurs (gaz, électricité, eau) chaque semaine, et identifiez les changements faciles pour réduire votre consommation (par exemple, éteindre certains appareils). Faites un concours de réduction avec des amis. Relevez aussi les compteurs à votre lieu de travail, pour faire un audit énergétique en continu.	4 kWh/j
Ne prenez plus l'avion.	35 kWh/j
Conduisez moins, conduisez moins vite, conduisez plus sagement, faites du covoiturage, utilisez une voiture électrique, rejoignez un club automobile, faites du vélo, marchez, prenez le train et le bus.	20 kWh/j
Continuez à utiliser vos vieux gadgets (par exemple, votre ordinateur) ; ne les remplacez pas rapidement.	4 kWh/j
Remplacez vos ampoules électriques par des ampoules basse-consommation ou à LED.	4 kWh/j
N'achetez pas tout ce fatras. Évitez les emballages.	20 kWh/j
Mangez végétarien, six jours par semaine.	10 kWh/j

TABLEAU 29.3. Huit actions individuelles simples.

Il me semble que les chiffres parlent pour eux-mêmes. Regardez simplement la figure 28.5 (page 258) et faites la comparaison entre, d'une part, les milliards dépensés pour rénover les bureaux et pour s'occuper des joujoux des militaires, et, d'autre part, l'engagement 100 fois plus petit pour la recherche et le développement relatifs aux énergies renouvelables. Il faut des décennies pour développer des technologies renouvelables comme l'énergie marémotrice, le solaire à concentration ou le photovoltaïque. La fusion

nucléaire prendra aussi des décennies. Toutes ces technologies ont besoin d'un soutien franc et massif si l'on veut qu'elles soient couronnées de succès.

Agir au niveau individuel

Les gens me demandent parfois « qu'est-ce qu'il faudrait que, *moi*, je fasse, à mon niveau ? » Le tableau 29.3 indique huit actions individuelles assez simples que je pourrais recommander, et, pour chacune d'entre elles, il donne une indication *très* grossière des économies associées. Recommandations sans garantie, vous reconnaissez avoir lu et accepté nos conditions générales avant de les appliquer. Les économies que vous réaliserez dépendront de votre point de départ. Les chiffres dans le tableau 29.3 supposent que l'on part de la situation d'un consommateur plus gourmand que la moyenne.

Si les actions ci-dessus sont faciles à mettre en place, celles du tableau 29.4 requièrent un peu plus de planification, d'obstination et d'argent.

Action majeure	Économie possible
Éliminez les courants d'air.	5 kWh/j
Installez du double vitrage.	10 kWh/j
Améliorez l'isolation des murs, du toit et du plancher.	10 kWh/j
Installez des panneaux solaires thermiques pour l'eau chaude.	8 kWh/j
Installez des panneaux photovoltaïques.	5 kWh/j
Démolissez un vieux bâtiment et remplacez-le par un nouveau.	35 kWh/j
Remplacez votre chauffage brûlant des combustibles fossiles par des pompes à chaleur (géothermiques, air-air ou air-eau).	10 kWh/j

TABLEAU 29.4. Sept actions plus difficiles à mettre en place.

Enfin, le tableau 29.5 montre quelques outsiders : des actions simples permettant de petites économies.

Action	Économie possible
Lavez votre linge à l'eau froide.	0,5 kWh/j
Renoncez au sèche-linge ; utilisez une corde à linge ou un placard-séchoir.	0,5 kWh/j

TABLEAU 29.5. Quelques actions supplémentaires permettant de petites économies.

Notes et bibliographie

Page n°

- 263 « [...] *assez malaisé en pratique* [...] » La transcription intégrale en anglais de l'entretien avec Tony Blair (9 janvier 2007) est accessible ici : [2yxfgw]. En voici quelques extraits :
- « **Journaliste** : Avez-vous envisagé de, peut-être, ne pas prendre l'avion pour aller passer vos vacances à la Barbade, et de ne pas parcourir tous ces kilomètres dans les airs ?
- Tony Blair** : Pour être franc, j'aurais quelques réticences à renoncer à mes vacances à l'étranger.
- Journaliste** : Mais cela enverrait un message clair, n'est-ce pas, si on ne voyait pas ce long voyage aérien vers le soleil [...] — des vacances plus près de chez vous ?
- Tony Blair** : Oui — mais pour ma part, je crois que tout ceci est assez malaisé en pratique, et qu'on ne peut pas attendre ça des gens. Je crois que ce que nous devons faire, c'est chercher comment rendre les voyages aériens plus économes en énergie, et développer de nouveaux carburants pour consommer moins d'énergie et émettre moins de CO₂. Comment — par exemple — avec les nouvelles structures d'avions, ils sont beaucoup plus efficaces en énergie. Je sais que tout le monde se dit toujours — les gens se disent probablement que le Premier ministre ne devrait pas partir en vacances du tout. Mais je crois que dans ce domaine, si on fixe des objectifs irréalistes aux gens, vous savez, si on leur dit qu'on va abandonner le transport aérien bon marché... Vous savez, j'attends toujours le premier homme politique espérant vraiment gagner les élections, qui oserait dire ce genre de choses — mais personne ne le fait. »
- L'autre citation : « Si nous n'agissons pas maintenant — pas dans un futur proche, mais maintenant — ces conséquences si désastreuses seront alors irréversibles. Il n'y a donc rien qui soit plus sérieux, plus urgent ou qui exige plus que l'on montre l'exemple », est un extrait du discours de Tony Blair au moment où le rapport Stern a été publié, le 30 octobre 2006 [2nsvx2]. Lire aussi [yxq5xk] pour plus de commentaires.
- 267 *Réforme des impôts pour l'environnement*. Voir la commission fiscale verte, www.greenfiscalcommission.org.uk.
- *L'objectif est de taxer plus les pollutions [...] et de taxer moins le travail*. Discours à l'occasion de la restitution des conclusions du Grenelle de l'environnement, 25 octobre 2007. [3тсрyаh]
- 268 *The Economist recommande une taxe carbone*. "Nuclear power's new age," [Le nouvel âge de l'énergie nucléaire], *The Economist*, 8 septembre 2007.
- *Le Quality of Life Policy Group du parti conservateur*. — Gummer et al. (2007).